



Monsieur le Président,

La DGFIP est en danger et menacée de disparaître :

La concentration sans précédent des services autour des grandes agglomérations et des métropoles, organise de facto une désertification. D'un côté, au détriment de populations fragiles qui, pour la plupart, ne disposent pas d'accès à internet ou n'y sont pas accoutumées. De l'autre, au détriment des collectivités qui voient s'éloigner le soutien du comptable public au profit d'une relation lointaine et dématérialisée.

L'externalisation des missions que les suppressions d'emplois favorisent et favoriseront encore, se profile.

L'expérience et les acquis professionnels des agents disparaissent quand il n'y a personne pour les tuiages ou que le temps manque cruellement devant l'ampleur des tâches. A l'image du taylorisme et du fordisme, il n'y aura bientôt plus assez de spécialistes dans les domaines de nos missions.

Aussi, l'assiette des impôts s'automatise, via l'obligation progressive de télédéclarer et la qualité, la stabilité et l'exhaustivité des données sont désormais posées. Or, ces données constituent le point de départ de toutes les opérations de mises à jour et surtout de contrôle. Or, les résultats du contrôle fiscal, si on excepte les travaux du service de traitement des déclarations rectificatives (STDR) est descendu en 2015 à son niveau de 2013. Quant au recouvrement, parent pauvre de l'activité de la DGFIP : un peu plus de la moitié des montants redressés est en réalité recouvré !

Ajoutons à cela que le budget 2017 va encore baisser, de même que celui de l'action sociale. Ces budgets devraient au contraire être revalorisés pour pallier en partie le délitement des conditions de travail.

Pour mémoire, il n'y a eu aucune revalorisation indiciaire depuis 6 ans alors que l'inflation s'est envolée. Le plan de qualification n'a cessé de chuter en nombre. Les rémunérations actuelles ne permettent plus d'avoir un niveau de vie décent. Ce n'est pas en restreignant le peu qu'il reste aux agents que les conditions de vie et de travail vont s'améliorer. Pourtant, donner des dizaines de milliards d'euros aux entreprises sans contrepartie via notre administration n'a pas l'air de choquer. L'austérité budgétaire ne s'applique pas à tous. De qui se moque-t-on ?

Ainsi, ce CTL se déroule dans un contexte particulier à la DRFiP Nord, celui d'une mobilisation débutée depuis le 10 octobre avec le 15 novembre comme point d'étape de cette dernière. La forte mobilisation à la DRFiP59 avec près d'1 agent sur 2 en grève sur la période reflète le ras-le-bol des agents du cadre C au cadre A+. Cette mobilisation est historique, elle montre la colère de l'ensemble des personnels et leur détermination sans faille.

Nous n'en resterons pas là pour exiger des conditions de travail décentes, le service public que nous devons aux usagers et dans notre lutte pour la survie de notre administration. Nous n'en pouvons plus d'entendre que le progrès technologique va tout arranger. Nous n'en pouvons plus d'entendre que vous ne faites qu'appliquer la loi de finances votée par le Parlement. Nous n'en pouvons plus de subir les méfaits de

directeurs qui se moquent éperdument des agents et qui ignorent la souffrance dans les services. Nous n'en pouvons plus de constater que les élus du personnel et les instances d'un soi-disant dialogue social soient bafoués ou ignorés. En cela, l'avis des CHSCT est parfois pris après une présentation en CTL, que le CTL est consulté après la mise en place de certaines restructurations. Et même si les organisations syndicales se prononcent unanimement contre un projet aberrant, la Centrale avalise le projet. Avouez que vous ne considérez jamais les agents comme des personnes mais uniquement comme les numéros d'une liste à restreindre !

Surcharges de travail, expérimentations, restrictions de renforts, accélération de la détérioration des conditions de travail, matériel dépassé et usé, restructurations incessantes et intempestives, informations vagues ou inexistantes, déni du dialogue social, action sociale en perte de moyens, etc. Et la liste est longue.

Ras-le-bol Monsieur le Directeur ! Ras-le-bol de ce mépris et de cette condescendance !

C'est pourquoi les élus du personnel exigent de commencer par les questions diverses en point 1 à l'ordre du jour.

Si, comme vous l'affirmez, vous vous souciez du bien-être des agents, prouvez-le ! A quelques jours du terme de votre carrière à la DGFIP, vous n'avez plus rien à perdre, mais toute l'estime des agents de la DRFiP Nord à gagner ! Aussi, les élus en CTL vous demandent à nouveau, dans l'intérêt des agents, de refuser de décliner localement le plan de suppressions d'emplois de 2017.

Enfin, l'intersyndicale a sollicité, au vu du contexte particulier à la DRFIP Nord une médiation et l'engagement de la Direction Générale dans les discussions.

Aujourd'hui, aucune réponse à cette demande !

La seule réponse de la Direction Générale en matière d'emplois, est la décision de supprimer à nouveau 74 postes pour 2017, uniquement des agents et des contrôleurs : c'est une véritable provocation !

De plus, dans le cadre de CTL, nous avons demandé la convocation de plusieurs experts, de collègues qui voulaient s'exprimer concrètement sur la situation des services.

Et pour la première fois, vous avez refusé leur venue sous des prétextes fallacieux. Preuve du niveau du dialogue social à la DRFIP Nord !

C'est pourquoi nous renouvelons notre demande d'écouter l'ensemble des collègues et d'accéder à la demande de convocation d'experts.

Vous nous avez affirmé, lors d'un précédent CTL, être à l'écoute de vos agents et de leurs revendications portées à nouveau par les cahiers de doléances. Or, les réponses apportées dans le cadre du GT sont ridicules et inacceptables. Les agents sont toujours dans l'attente de vraies solutions, à la hauteur de leurs espérances. Monsieur le Directeur, aujourd'hui, il ne suffit plus d'écouter, mais il est temps d'agir en amenant des solutions concrètes à la situation mortifère de notre administration !